

Ecrit par le 22 novembre 2024

Lucien Stanzione : «Prendre soin des pompiers volontaires et aider les petites communes»



Le Sénateur Lucien Stanzione a interpellé le gouvernement au Sénat lors d'une séance début janvier consacrée aux moyens de défense extérieure contre l'incendie (DECI), sur l'état d'avancement des négociations entre l'Etat et la Fédération nationale des sapeurs-pompiers concernant la bonification des points de retraite qui pourraient être attribuée afin de les fidéliser et de valoriser le volontariat des pompiers.

Il a en outre souhaité que des crédits soient mobilisés par l'Etat dans le cadre du plan France Relance pour aider les petites communes pour les lourds travaux de mise aux normes dans le cadre de la défense extérieure contre l'incendie dont le coût est estimé à 1,2 milliard d'euros.

Écrit par le 22 novembre 2024

« Les réponses du gouvernement ne sont pas précises. Il est à regretter que la situation des sapeurs-pompiers volontaires ne soit pas traitée avec plus de détermination, » a conclu le Sénateur Lucien Stanzione qui espère que cette question ne fera pas partie des promesses électorales à venir, alors qu'il faut des décisions aujourd'hui.

Lucien Stanzione est maire honoraire d'Althen-des-Paluds, membre de la Commission culture de l'éducation et de la communication et de la délégation aux Collectivités territoriales et à la décentralisation.

MH

Relance : Anatoth reçoit une aide pour son projet agricole solidaire



Écrit par le 22 novembre 2024

Dans le cadre du [plan France relance](#), l'association Anatoth à Pernes-les-Fontaines a reçu une dotation de 56.000€ pour soutenir le développement de son projet agricole solidaire et participatif.

Didier François, sous-préfet de Carpentras et Julien Fraysse, sous-préfet à la Relance, ont rencontré les membres de l'association dirigée par Nadège Boissin, dans le cadre de leur projet agricole bio en faveur des plus démunis. L'épicerie solidaire Anatoth, créée en 1998, collecte et redistribue des denrées aux foyers en situation de précarité.

En 2020, environ 4300 personnes ont bénéficié de l'épicerie sociale, réparties sur 70 communes du Vaucluse. Parmi les bénéficiaires, 57% de familles avec enfants, 26% de familles monoparentales et 17% de retraités. 72% des personnes bénéficiant de l'aide alimentaire de l'association sont bénéficiaires des APL. L'association travaille toute l'année en partenariat avec l'association du Don en nature, la Banque Alimentaire de Vaucluse et plusieurs entreprises de la région (grandes surfaces, conserveries, exploitants agricoles, expéditions...).

A travers l'opération 'S'aime la terre' qui reçoit la dotation de l'Etat, l'association Anatoth s'est lancée dans la production maraichère diversifiée en agroforesterie. Des terres sont cultivées en agriculture biologique et les cultures sont redistribuées aux familles bénéficiaires. Ainsi, un bien a été acquis à Pernes-les-Fontaines en juillet 2021, comprenant une ancienne ferme aménagée en deux appartements et un hectare de terre agricole.

Ecrit par le 22 novembre 2024



La préfecture s'est rendue au côté de l'association Anatoth. Crédit photo : préfecture de Vaucluse

Cet ensemble a été entièrement financé par les fonds propres de l'association Anatoth. Le statut constaté de friche de cette parcelle agricole à permis une certification en bio immédiate et de ce fait un engagement environnemental fort. Le dispositif vise en premier lieu à permettre aux familles bénéficiaires l'accès à une production maraîchère locale qui respecte la saisonnalité et le cahier des charges de l'agriculture biologique.

Ce nouveau volet a permis l'embauche d'une jeune maraîchère. En soutenant l'agriculture paysanne et en proposant un modèle d'entraide sociale et solidaire, l'association souhaite participer à un changement global des modes de production. Favoriser l'insertion ou la réinsertion des personnes en difficulté est également un objectif visé par la structure qui propose aux bénéficiaires, bénévoles ou associations d'intérêts publics de rejoindre l'aventure.

Écrit par le 22 novembre 2024



L'association collecte et redistribue les denrées alimentaires aux foyers précaires. Crédit photo : Anatoth

Ce projet s'inscrit dans le cadre du Projet alimentaire territorial (PAT) à vocation sociale et éducative du département de Vaucluse. Il rejoint les enjeux de justice sociale et d'accessibilité à une alimentation de qualité déterminés par le PAT. « Notre structure est en constant dialogue avec les services du département pour remplir les objectifs de ce PAT et permettre une coordination des acteurs sur ces thématiques », explique Nadège Boissin.

Les bénéficiaires peuvent se rendre à l'épicerie d'Anatoth une fois par semaine pour se procurer, en fonction de leurs besoins et de leurs goûts, des denrées alimentaires (fruits et légumes, produits secs, produits frais et surgelés), ainsi que des produits d'hygiène et d'entretien. Au sein de l'épicerie, des services (transport gratuit en minibus pour les personnes non véhiculées), des animations ou ateliers ponctuels sont également proposés aux bénéficiaires (atelier esthétique, cuisine, budget).

344, chemin de La Prato. ZA La Prato 1. 84210 Pernes-les-Fontaines. Plus d'informations, [cliquez ici](#).

Ecrit par le 22 novembre 2024

Grand Avignon : l'Etat va apporter 7,83M€ pour la 2e phase du tramway



Jean Castex, premier ministre, vient d'annoncer les lauréats de l'appel à projets lancé en décembre dernier pour les transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux. Dans ce cadre, le Grand Avignon a obtenu une participation de l'Etat d'un montant de 7,83M€ pour la réalisation de la 2e tranche du tramway de la cité des papes. Cette ligne qui comprendrait 6 stations doit relier le parking de l'île Piot au quartier Saint-Lazare, devant l'université. La portion de 3,2km viendra compléter, d'ici 2025, les 5,2 km de la première ligne reliant la porte Saint-Roch au terminus de Saint-Chamand. Le coût de cette phase 2 est estimé à plus de 61M€.

2,15M€ pour la navette express avec Les Angles

Ecrit par le 22 novembre 2024

Dans le même temps, le premier ministre a aussi annoncé que l'Etat va participer à hauteur de 2,15M€ à un autre projet de transport du Grand Avignon : celui de navette express entre Les Angles et Avignon. Cette liaison prévue d'ici 2024 entre le rond-point Grand Angles et le centre-ville via la RN 100, avec une voie au moins en site propre, comprend aussi la création d'un parking relais de 200 places ainsi que de nombreux aménagement de voirie (budget estimé à 17M€).

187 dossiers retenus pour se partager 900M€

En tout, avec les 2 projets du Grand Avignon, 187 dossiers ont été retenus au niveau national (dont 11 en Paca - voir carte ci-dessous) lors de ce 4^e appel à projets initialement doté d'une enveloppe de 450M€, puis réévalué à 900M€ dans le cadre du plan France relance 2020-2022.

« Le Premier ministre a souhaité que ce montant soit doublé afin de soutenir l'investissement des collectivités territoriales dans un secteur durement éprouvé par la pandémie, » explique le ministère chargé des transports. Pour être éligible, les projets retenus ne devaient pas avoir commencé les travaux à la date de lancement de l'appel à projets, et doivent les démarrer avant fin 2025.

Jean-Noël Barrot, vice-président de la commission des finances : « Le Vaucluse recèle quelques pépites industrielles »

Le Premier ministre a confié à [Jean-Noël Barrot](#), député des Yvelines et vice-président de la [commission des finances](#), une mission visant à recueillir les remontées de terrain des acteurs économiques, afin de réfléchir à des mesures pouvant favoriser le rebond économique des territoires. Le Vaucluse clôturait la tournée des régions de France, une visite durant laquelle le député est allé à la rencontre de deux entreprises industrielles phares du secteur : [Borghino](#) à Avignon et [Keramis](#) à Cavillon.

Le [plan de relance](#) risque-t-il de laisser certains territoires en situation de décrochage ? Les aides octroyées ont-elles été suffisamment orientées vers les acteurs fragiles des régions pauvres ? Faudra-t-il des dispositifs complémentaires ? C'est ce que Jean-Noël Barrot a été chargé de vérifier au cours d'une mission de 6 mois qui touche à sa fin. Interview.

Quels sont les objectifs de votre mission ?

L'idée de départ est que certains territoires, en fonction de leurs spécificités industrielles et de la nature

Ecrit par le 22 novembre 2024

de leur tissu économique, peuvent être plus durement éprouvés que d'autres. L'objectif est qu'aucun territoire ne décroche en sortie de crise. Le Premier ministre m'a demandé d'établir une cartographie fine de la vulnérabilité induite par la crise, et de la croiser avec la cartographie des vulnérabilités préexistantes. Le pays a été traversé par des fractures importantes qui préexistaient avant la crise. Le gouvernement voulait s'assurer à travers cette mission que les fractures anciennes ne s'accroissent pas et éviter l'apparition de nouvelles.

Quelle méthode utilisez-vous pour établir ce diagnostic ?

Pour réaliser cette mission, nous avons entrepris un tour de France, en passant par chacune des 13 régions métropolitaines. Nous avons ciblé des bassins d'emploi soit fragiles, soit particulièrement touchés par la crise actuelle. Nous allons croiser les données disponibles avec des remontées de terrain, à travers une large consultation des élus et des responsables locaux et des déplacements de terrain tout au long du semestre. La cartographie servira de point de départ à la formulation de propositions éventuelles pour faciliter le rebond économique. Nous nous appuyons également sur les données de l'[Insee](#), un énorme effort a été entrepris afin de mettre à disposition des décideurs des données actualisées. Nous sommes allés à la rencontre des élus, des présidents de fédérations professionnelles, de chambres consulaires, de chefs d'entreprise...

Pourquoi avoir tenu à visiter les industries Borghino et Keramis ?

Pour la dernière étape de notre tour de France, nous avons souhaité nous rendre dans le département du Vaucluse. Nous sommes partis du constat que le Vaucluse présentait des fragilités importantes, c'est le 5e ou 6e département le plus pauvre de France. En région Paca, le Vaucluse subit de plein fouet la pauvreté avec un taux de chômage très élevé. Le département a été affecté par la crise que nous traversons, je pense notamment aux zones industrielles situées dans le nord de Valréas et Bollène qui ont subi une baisse d'activité très forte. Les secteurs de Cavaillon, Orange et Avignon ont toutefois été moins affectés, même si l'activité du festival a été durement bousculé. Borghino et Keramis sont deux entreprises industrielles familiales et territorialement implantées.

Borghino est lié au secteur de l'aéronautique et, pour autant, a réussi à maintenir son activité l'année dernière, du fait du positionnement sur un créneau d'excellence. L'entreprise va bénéficier du soutien de l'état dans le cadre du plan France relance pour leur permettre d'investir dans une stratégie de numérisation en un an et demi, alors qu'elle aurait attendu 6 ou 7 ans sans cette aide. Il est intéressant de constater comment ce plan de relance permet d'accélérer la réindustrialisation du pays en donnant de nouvelles forces à ces PME familiales qui se développent.

Pour ce qui est de Keramis, la société touche à un sujet fondamental : la souveraineté alimentaire et la transition vers de nouveaux modes de consommation. La société est pleinement engagée dans la transformation des productions biologiques. C'est un maillon fondamental, il nous faut à la fois développer l'agriculture biologique et trouver un moyen de transformer ces productions. Keramis témoigne d'une vraie culture de Responsabilité sociale et environnementale, en portant une attention particulière au bien-être de ses salariés et de ses parties prenantes. Grace au soutien du plan France

Ecrit par le 22 novembre 2024

relance, elle continuera son développement. Le Vaucluse recèle de quelques pépites industrielles, mais est caractérisé par un taux de chômage très élevé. L'objectif est de faire reculer ce taux de manière durable.

Mi-mars, 24 dossiers industriels de notre région avaient été retenus dans le dans le programme 'Territoire d'industrie' pour un montant de subvention de l'Etat de 13M€. [Tomas Redondo](#), secrétaire général de l'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM) en Vaucluse, regrettait alors la lenteur du traitement des dossiers. Certains dossiers ayant fait quelques fois l'objet de refus non motivés. Quelles solutions pour accélérer le procédé ?

Il y a un certain nombre d'appels à projets très populaires, celui-ci en fait partie. Nous avons observé sur certains territoires la mise en place au niveau régional d'une 'cellule d'accélération' dans laquelle siègent tous les services instructeurs de France. L'objectif de ces cellules est de trouver une solution aux entreprises qui ne sont pas lauréates afin de les orienter vers d'autres aides de financement. Il s'agit alors de recycler des dossiers pour les rendre éligibles à d'autres accompagnements. Ce dispositif résulte d'une coordination entre les collectivités et les services instructeurs. Il existe une cellule en Corse et en Centre-Val de Loire.

Existe-t-il une cellule similaire en Vaucluse ou en Région Sud ?

A ma connaissance, il n'existe pas de cellule de ce type dans le Vaucluse, mais cela ne signifie pas que des moyens ne sont pas mis en œuvre pour l'accompagnement des entreprises. La finalité est en effet d'envisager ce genre de recommandation à terme et d'orienter les efforts vers le suivi des dossiers dans chaque région.

Beaucoup de chefs d'entreprise se heurtent au manque de foncier en Vaucluse. Ils déplorent notamment des aides et un accompagnement non adaptés aux spécificités du territoire. Qu'en pensez-vous ?

La rareté du foncier peut s'avérer être un bon signe. Cela signifie que l'attractivité du territoire est telle que les entreprises souhaitent s'y implanter et développer leur activité. Toutefois, il convient de souligner qu'un des objectifs du pays est de ne pas sur-artificialiser les terres agricoles. J'ai personnellement plaidé afin que le '[Fonds friches](#)' soit renforcé, il est en effet passé de 350M€ à 650M€. Ce fonds servira à reprendre des sites industriels. Le Vaucluse regorge de terres agricoles qu'il faut préserver et valoriser, un équilibre est à trouver. Nous avons du foncier déjà artificialisé, nous allons l'utiliser pleinement pour le mettre à disposition de porteurs de projets.

Quelles mesures complémentaires pourriez-vous proposer en plus de celles prévues dans le cadre du plan de relance ?

Il faut savoir que le plan est encore en cours de déploiement à travers une enveloppe de 100 milliards d'euros. La première étape est de s'assurer que ces fonds arrivent bien aux entreprises et collectivités pour que les projets sortent de terre. Le président de la République a témoigné à plusieurs reprises sa volonté, il a très clairement dit aux français et aux entrepreneurs qu'il les soutiendrait quoi qu'il en

Ecrit par le 22 novembre 2024

coûte. Cela s'est traduit par plusieurs augmentations des enveloppes d'aides. La semaine prochaine, nous votons un projet de loi de finance rectificative destiné à l'activité partielle pour les mois à venir. Les deux entreprises et l'agence de l'attractivité ont unanimement salué les mesures de soutien telles que le Prêt garanti par l'Etat, le Fonds de solidarité, l'activité partielle ou le report d'échéances sociales. Peut-être faudra-t-il aller plus loin dans le cadre du plan de relance, mais il faudra le faire de manière coordonnée sur le plan européen. Les résultats du diagnostic seront présentés jeudi prochain.

Propos recueillis par Linda Mansouri



Depuis 1981, les ateliers BORGHINO habillent, décorent, garnissent les intérieurs d'avions et d'hélicoptères, avec une expertise reconnue sur les segments « Business » et « VIP ». Photo: Préfecture de Vaucluse.

Écrit par le 22 novembre 2024



Le vice-président était accompagné de Julien Fraysse, sous-préfet à la relance, de Christian Guyard, sous-préfet de l'arrondissement d'Avignon, de Christine Hacques, sous-préfète de l'arrondissement d'Apt, des élus locaux et des partenaires économiques et sociaux du territoire. Photo: Préfecture de Vaucluse.

Seize nouveaux véhicules pour la gendarmerie du Vaucluse

Ecrit par le 22 novembre 2024



Dans le cadre du plan de relance, la [gendarmerie du Vaucluse](#) a bénéficié d'une nouvelle flotte automobile : 16 véhicules, dont 4 motos exposés vendredi dernier à la brigade territoriale autonome de [l'Isle-sur-la-Sorgue](#).

La flotte comprend notamment 5 véhicules banalisés zoé électrique, 9 Peugeot 5008 thermiques et 2 véhicules Kangoo, affectées principalement à des missions de liaison. Ce renouvellement s'inscrit dans le cadre du plan de relance national et européen, voulu par le Ministère de l'Intérieur (auquel la flotte de gendarmerie est rattachée depuis 2008).

Afin de renouveler le parc automobile des forces de sécurité, le Parlement a abondé de 75 millions d'euros les crédits du ministère de l'Intérieur. A cet effet, 1 263 véhicules électriques, 15 000 vélos électriques et 1 355 véhicules thermiques Peugeot 5008, fabriqués en France, ont été répartis dans les commissariats de police et les brigades de gendarmerie.

La [Direction départementale de la sécurité publique de Vaucluse](#) (DDSP) a pour sa part été équipée de 4 véhicules banalisés zoé électrique, 6 vélos à assistance électrique et 4 Peugeot 5008 thermiques. Une opportunité offerte aux pouvoirs publics pour passer au « zéro émission » de gaz à effet de serre.

En 2021, ces investissements vont se poursuivre grâce aux crédits prévus en loi de finances et en relance. Ils permettront un renouvellement historique de la flotte automobile des forces de sécurité à hauteur d'un quart des véhicules et répondront à l'objectif de verdissement du parc automobile. Outre une amélioration des conditions de travail des forces de l'ordre, ces investissements représentent un levier important de soutien au secteur économique local et national, dans une période où l'activité est fortement impactée par la crise sanitaire.

Écrit par le 22 novembre 2024



Le colonel Le Neindre et le préfet du Vaucluse, Bertrand Gaume. ©David Benezech

L.M.